

QUAI SALAM



Printemps 2016

*Soutenons ,
Aidons ,
Luttons ,
Agiions
Pour les
Migrants !
Et les pays
En difficulté*



Avec ce numéro de Printemps 2016, « Quai Salam » a choisi de vous faire un état de la situation, compte tenu des changements intervenus ces dernier mois (création d'un camp humanitaire à Grande-Synthe, démantèlement partiel de la « jungle » et accentuation de la présence de l'Etat à Calais, par délégation à des associations.)

Même si le gouvernement a fait beaucoup depuis un an, tout est toujours sous dimensionné (en particulier le nombre insuffisant de places en hébergement) et trop lent à mettre en route. Et il reste des bavures intolérables.

Hébergement :

Le CAP (Centre d'Accueil Provisoire) de Calais. Malgré l'image qu'il peut donner, le CAP est une véritable avancée :

Drôle de prison, comme le décrivent certains militants, qu'un endroit dans lequel on entre et on sort librement à toute heure du jour et de la nuit, autant de fois qu'on le souhaite par 24 heures. Si le lieu est fermé, c'est parce que c'est la seule façon de garantir la sécurité de celui qui vient s'y reposer, de lui garantir que le lit qui lui a été attribué sera à sa disposition quand il reviendra, quelle que soit l'heure, et même 48 heures (sauf demande préalable) après son départ (éventuellement plus pour un besoin précis).



Photo : Philippe Despicht

« Depuis que je suis ici, je dors », nous a dit un des occupants.

Le mode de reconnaissance, à l'entrée, a fait couler beaucoup de salive et beaucoup d'encre : absolument pas les empreintes digitales (ce qui mettrait en danger les dublinés) mais une image de l'ossature de la main, qui est unique au monde aussi pour chacun d'entre nous. (Les accords de Dublin stipulent que les migrants doivent demander l'asile dans le premier pays dans lequel la police a pris leurs empreintes digitales).



Photo : Philippe Despicht

Certes le lieu est spartiate, mais chacun a accès à l'eau et aux toilettes, a un casier fermé à clef pour ranger ses affaires, des lieux de convivialité pour se retrouver. Il y a un secteur réservé aux familles, ce qui manquait cruellement puisque uniquement les femmes seules ou accompagnées d'enfants avaient droit à un hébergement protégé, mais pas leur compagnon.

N'oublions pas qu'il s'agit d'un hébergement pour des gens qui n'ont pas vocation à rester en France mais ne font que passer sur la route de l'Angleterre.

Reste cependant que ces locaux sont pleins et les places y sont donc en nombre insuffisant.

-Un hébergement pour les MNA (« Mineurs Non Accompagnés », qu'on appelait avant « Mineurs Isolés Etrangers ») a été promis officiellement le 23 mars, dans l'enceinte du Centre Jules Ferry, à Calais. On attend toujours la concrétisation du projet, un mois et demi après. Les échanges sans fin entre Conseil Départemental et Etat entraînent des retards intolérables et les mineurs isolés présents sur le site, public fragile s'il en est, sont en grand danger...

-Le camp de Grande-Synthe de « La Linière » accueille les migrants depuis les 7,8 et 9 mars. Il a été construit aux normes internationales du HCR par MSF et par la mairie de Grande-Synthe. Il s'agissait de permettre aux occupants du champ de boue du Basroch d'accéder à des abris étanches et à des conditions d'hygiène (douches et toilettes) décentes.

Le maire, Damien Carême, a courageusement résisté aux pressions du gouvernement qui ne voulait pas de ce camp (pas moins de trois commissions de sécurité se sont succédé pour lui faire évacuer l'endroit).

Cela reste un camp dans lequel les conditions de vie restent pour le moins inconfortables : les chalets sont très petits pour accueillir quatre personnes (souvent davantage pour les familles avec de jeunes enfants), sans eau ni électricité...



Le gouvernement a finalement admis l'existence de ce camp. On attend de voir quels engagements (en particulier financiers) il va prendre pour le soutenir. Il y a eu jusqu'à 6000 migrants à Calais (10 % de la population de la ville), il est surprenant que les engagements pris par l'Etat pour les aider n'aient pas eu d'équivalent à Grande-Synthe où la population du camp est montée jusqu'à 2800 personnes cet hiver pour une population de 20 000 habitants.



La mise en place des CAO (Centres d'Accueil et d'Orientation) est un progrès aussi, dans l'esprit de la « Maison du Migrant » que nous demandons depuis des années : des lieux de répit, où trouver un lit au sec, des douches, des toilettes, des repas réguliers. Ils offrent aussi la possibilité de recevoir des informations et de réfléchir, assez loin de Calais, loin de la pression des autres et des passeurs, à un vrai choix de vie vers l'Angleterre, en France ou dans un autre pays. De là, ils peuvent s'ils le souhaitent faire une demande d'asile en France et rejoindre un CADA.

Environ 4000 personnes (3987 au 17 mai) ont quitté Calais dans le cadre de ce dispositif depuis l'automne. Il y a eu quelques dérapages (moins d'une dizaine), en particulier des cas de dublinés, renvoyés dans le pays dans lequel ils ont laissé leurs empreintes, alors qu'on leur avait promis que cela n'arriverait pas. Un seul cas serait déjà inacceptable, essentiellement pour la personne elle-même, d'autre part pour la parole donnée, enfin pour l'efficacité du système. ..

L'Hôpital a pris le relais des associations.

Une école avec deux enseignants nommés par l'Education Nationale ouvre ses portes lundi 23 mai.

Le démantèlement partiel de la « jungle » de Calais a connu une violence qui aurait pu être évitée.



Photo : Corinne Outrequin



Photo : Corinne Outrequin

Il y a à peine plus d'un an, les pouvoirs publics ont incité les migrants de Calais à quitter campements et squats pour s'installer sur la lande à proximité du Centre d'Accueil de Jour, en leur promettant qu'ils n'en seraient pas chassés. Moins d'un an après on a vu d'abord une bande de cent mètres évacuée le long des deux routes qui bordent le bidonville, sous prétexte de sécurité...

Le 29 février débutait le démantèlement de la partie sud du bidonville, dans des conditions d'une extrême violence alors que trois jours avant le ministre de l'intérieur Monsieur Cazeneuve avait promis de ne détruire les abris, un par un, que si leurs occupants avaient une solution de relogement conforme à leurs vœux...

La suite du démantèlement s'est opérée avec davantage de recul et un peu plus de détente. Alors, comme à chaque fois, les migrants ont montré leur grande intelligence et tout s'est déroulé dans des conditions moins chaotiques.

De là l'importance du mouvement citoyen associatif, qui se doit de garder un œil. C'est l'occasion de citer nos adhérents, nos donateurs, nos bénévoles (de terrain et d'arrière plan) qui permettent à Salam Nord/Pas-de-Calais d'apporter une contribution solidaire à nos amis migrants.

L'équipe Salam.

APPEL AUX DONNS.

La situation sur nos camps reste très instable.
Nous avons plus que jamais besoin de vos dons.
Rendez-vous sur le site de l'association : **www.associationsalam.org**
rubrique : " Nous soutenir",
ou envoyez tout simplement un chèque à :

**Association Salam
Maison Pour Tous
81 bvd Jacquard
62100 Calais.**

Un grand merci à tous nos généreux donateurs !

(Vous pouvez aussi nous contacter par mail : salamnordpasdecalais@gmail.com)

TOUT PARTICULIEREMENT, ACTUELLEMENT, POUR LES PIEDS, APPEL AUX DONNS :

**« Les petites pierres »,
Fondation Somfy.**

Une collecte de fonds par la fondation Somfy, pour acheter des baskets pour nos amis migrants, a commencé.

Elle va durer jusqu'à la fin du mois de juillet.

A chaque don, la fondation double la mise, mais nous demandons 7500 euros (on peut faire un autre projet sur le même thème si, ça marche) et s'il n'y a que 7499 euros, on ne touche rien du tout !

Vous pouvez utiliser ce lien : <http://goo.gl/396Zan>

